



PHILOSOPHIE

Ce que Herder pourrait rappeler à Boisclair

Page B 6

IDÉES

Une défaite pour Bush plutôt qu'une victoire démocrate

Page B 5

CAHIER B

PERSPECTIVES



Pierre Elliott Trudeau (à droite) en compagnie de Jean Chrétien (à gauche) et de John Roberts pendant la rencontre du 5 novembre 1981.

PRESSE CANADIENNE

Il y a 25 ans, la nuit des longs couteaux

Une Constitution inachevée

Benoît Pelletier estime que la reconnaissance de la nation québécoise est inévitable



René Lévesque

PRESSE CANADIENNE

ROBERT DUTRISAC

Québec — Dans la nuit du 4 au 5 novembre 1981 — il y a 25 ans presque jour pour jour —, sept premiers ministres provinciaux du Canada anglais s'entendaient avec Ottawa sur une nouvelle Constitution pour le Canada, rapatriée l'année suivante. Ils avaient négocié toute la nuit en l'absence des représentants québécois, et sans en parler à la délégation québécoise. Ce fut ce qu'il est convenu d'appeler «la nuit des longs couteaux». Le matin du 5 novembre, les sept premiers ministres plaçaient René Lévesque devant le fait accompli: ils avaient renié leurs signatures et brisé le front commun des huit provinces.

On ignore d'ailleurs qui a employé pour la première fois l'expression «la nuit des longs couteaux» pour désigner cette nuit du 5 novembre où René Lévesque et les membres de sa délégation regagnaient l'hôtel Plaza de la Chaudière à Hull pendant que, de l'autre côté de l'Outaouais, les émissaires de Pierre Trudeau et les premiers mi-

nistres du Canada anglais négociaient pour enfin s'entendre sur le rapatriement de la Constitution, une Charte des droits de la personne et une formule d'amendement. Le journaliste Michel Vastel a écrit qu'il croyait que c'est Jean Paré, l'ancien éditeur du magazine *L'Actualité*, qui l'avait pondu dans un éditorial. Joint hier, Jean Paré ne se souvient pas d'avoir utilisé l'expression. Dans sa biographie de René Lévesque, Pierre Godin écrit que William Johnson l'a attribuée erronément à Claude Morin. D'autres se souviennent que c'est feu Jean V. Dufresne qui en serait l'auteur. De son côté, Stéphane Dion n'aimait pas cette «nuit des longs couteaux», qui désigne l'élimination sanglante de la milice SA par Hitler en 1934 et non pas «un désaccord constitutionnel dans une démocratie pacifique».

Quoi qu'il en soit, cette victoire de Pierre Trudeau survenait au terme d'une conférence fédérale-provinciale «interminable», nous dit Martine Tremblay, la directrice de cabinet de Lévesque à l'époque. Cette conférence historique avait en effet duré du lundi au jeudi.

Pierre Trudeau avait annoncé son intention de rapatrier la Constitution l'été suivant le référendum de mai 1980 alors que le gouvernement Lévesque se remettait à peine de cette cuisante défaite. En 1971 à Victoria, le premier ministre canadien avait d'ailleurs tenté de renouveler la Constitution en profitant de l'affaiblissement du gouvernement de Robert Bourassa, qui sortait tout juste de la Crise d'octobre, rappelle le sénateur Jean-Claude Rivest.

Trahison

Même en mauvaise posture, René Lévesque n'avait pas le choix: il devait négocier avec Ottawa. «On avait fait des sondages. La population voulait qu'on aille négocier, d'autant plus que les fédéraux avaient promis qu'il y aurait un renouvellement du fédéralisme», souligne Claude Morin, l'incontournable ministre des Affaires intergouvernementales de l'époque.

De retour à Québec, le lundi 9 novembre 1981, René Lévesque, dans son message inaugural à l'Assemblée nationale, n'avait pas décoléré: il blâmait les sept premiers ministres du Canada anglais, qui, «en déchirant allégrement» leurs signatures, avaient enlevé le droit de veto traditionnel du Québec, qui n'avait pas pu obtenir un droit de retrait, avec compensation financière, à l'égard des amendements constitutionnels. «Le Québec a

été honteusement trahi», avait-il déclaré, en ajoutant que cette nouvelle Constitution avait été fabriquée «en une nuit de fourberies».

«C'est une trahison», estime Louis Bernard, alors secrétaire général du gouvernement, qui fut présent tout au long de la conférence. «C'était tout à fait inattendu.» On n'avait pas prévu que les sept premiers ministres renieraient l'accord interprovincial qu'il avait signé avec René Lévesque le 16 avril 1981 et, surtout, qu'ils concluraient une entente avec Ottawa sans la soumettre à la délégation québécoise.

Claude Morin et Martine Tremblay sont plus nuancés. «C'est un effritement graduel qui a commencé en septembre», précise Claude Morin.

Martine Tremblay croit qu'on a beaucoup trop théâtralisé les événements qui ont ponctué cette conférence. «L'abandon du Québec a été graduel», estime-t-elle.

«Nous avions toujours un espoir de garder le front commun le plus longtemps possible mais, en même temps, c'était un défi presque inatteignable», relate Martine Tremblay. L'isolement du Québec, «c'était presque une fatalité».

Dès l'annonce des intentions de Pierre Trudeau à l'été de 1980, «l'objectif, c'était de bloquer la démarche d'Ottawa. Le rouleau compresseur était parti», signale Mme Tremblay. Le front commun des huit provinces, auquel Ottawa ne s'attendait pas et qui a bousculé son échéancier, a tout de même tenu pendant un an, fait valoir Claude Morin, qui était l'instigateur de ce front commun.

La seule chose que le Québec pouvait espérer — même si René Lévesque négociait de bonne foi —, c'était que la conférence n'aboutisse pas, estime Mme Tremblay. C'est ce que la délégation québécoise espérait «secrètement», se rappelle-t-elle. «Il est arrivé un moment où c'était la seule manière pour le Québec de s'en sortir.»

De ces événements qui ont conduit à une Constitution modifiée sans le consentement du Québec, il reste «une sorte de remords» au Canada anglais, croit Claude Morin. «Ils savent très bien que les fédéraux avaient eu un comportement incorrect envers le Québec. C'est à cause de cela qu'il y a eu Meech. C'est à cause de cela que l'on parle de nouveau de la reconnaissance du Québec.»

La reconnaissance

Par les temps qui courent, le ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes, Benoît Pelletier, parle beaucoup d'une reconnais-

sance du Québec enchaînée dans la Constitution. Hier encore, lors d'une interpellation à l'Assemblée nationale, le ministre a lu un texte mûrement préparé. «La reconnaissance de la spécificité du Québec n'est pas un caprice, elle est même nécessaire, car la constitution d'un pays est un miroir, et il est impérieux que, dans ce miroir, dans la Constitution, les Québécois se reconnaissent pleinement.» En insistant sur la nécessité de cette reconnaissance, Benoît Pelletier réfutait l'argument de Stéphane Dion qui affirmait que cette reconnaissance, si elle était «souhaitable», n'était «pas nécessaire».

Dans son texte, Benoît Pelletier s'oppose aussi à l'assertion de Justin Trudeau — sans le nommer — qui a affirmé récemment que la reconnaissance du Québec comme nation, «c'est une idée du XIX^e siècle». Et le ministre l'a fait en citant au mot près Pierre Trudeau, sans mentionner toutefois que la citation venait du père de Justin Trudeau. «Ce n'est pas l'idée de nation qui est rétrograde, c'est l'idée voulant qu'elle soit nécessairement souveraine», a déclaré Benoît Pelletier, se rendant coupable d'un plagiat sans doute involontaire. Pierre Trudeau a écrit cette phrase en 1962 dans son texte intitulé «La nouvelle trahison des clercs».

La reconnaissance de la nation québécoise — M. Pelletier parle aussi de la reconnaissance de sa spécificité, les mots important moins, à ses yeux, que les conséquences juridiques de cette reconnaissance — constituerait «une source d'apaisement dans ce débat» et «contribuerait sans aucun doute à faire du Canada un pays plus uni et plus fort».

Non seulement cette reconnaissance est-elle nécessaire, mais elle est inévitable. «A ceux, dans le reste du Canada, qui craignent la reprise du débat constitutionnel portant sur la spécificité du Québec, je tiens à dire que celui-ci est inévitable», a déclaré le ministre.

En entrevue au *Devoir*, Benoît Pelletier tient surtout à préciser qu'il n'entrevoit pas de négociations constitutionnelles dans un avenir prévisible. On en revient à la déclaration de Jean Charest: «Le fruit n'est pas mûr.» Et s'il faut tirer un enseignement des négociations de 1981, c'est que «le débat est extrêmement délicat», estime M. Pelletier. «Est-ce que le Québec pourrait être isolé à nouveau? C'est possible. Et c'est pour cela que c'est un dossier avec lequel il faut être très prudent. Le Québec ne peut pas se permettre d'autres échecs.»

Le Devoir



Cours intensifs de langue

Que ce soit en anglais ou en français, nos cours vous permettront d'acquérir les compétences linguistiques et communicatives nécessaires pour vos objectifs professionnels et personnels.

➤ Début des cours: janvier 2007.

➤ Groupes restreints vous permettant de partager une expérience d'apprentissage unique avec des étudiants d'ici et d'ailleurs.

➤ Cinq niveaux (de débutant à avancé).

➤ Programmes menant au Certificat de compétence en anglais de McGill ou au Certificat de compétence en français de McGill.

Pour de plus amples renseignements: www.mcgill.ca/eflp

Ateliers de conversation anglaise | Du 21 novembre au 7 décembre 2006 | Atelier I: Les mots en action | Atelier II: Une vraie conversation | Atelier III: Place au cinéma!

Inscrivez-vous dès maintenant! (514) 398-1212 (programme d'anglais) | (514) 398-1202 (programme de français)



McGill
Centre d'éducation permanente

PERSPECTIVES



Jean Dion

Patractualités

Le grand projet de célébration de l'année 2010 a été repoussé à 2022, a annoncé hier un ministre du gouvernement.

«Bien que nous nous y soyons pris largement d'avance, il est déjà évident que nous ne pourrions pas respecter les délais des échéanciers du calendrier prospectif de réalisation de cette affaire-là», a déclaré le ministre du gouvernement. «Qu'est-ce vous voulez, c'est de même. De par che nous, un grand projet ne serait pas un grand projet s'il n'était pas terminé très en retard, s'il était conforme aux plans d'origine et s'il ne coûtait pas dix fois le prix de l'estimé.»

«Parce que ah oui, j'ai oublié de vous le dire, la facture va être de 60 milliards au lieu des cinq millions prévus. Un léger dépassement imputable à des facteurs externes qu'on ne devrait pas avoir de mal à rembourser avec la croissance économique que nous avons promise», a ajouté le ministre du gouvernement.

Selon le ministre du gouvernement, il n'y a rien de particulier à célébrer en 2010, «hormis peut-être le fait qu'il s'agit d'un chiffre rond». «Mais nous avons besoin de grands projets, et celui-là en vaut bien un autre.»

Le ministre du gouvernement a tenu à préciser que, contrairement aux autres grands projets qui sont mobilisateurs et structurants, celui-ci sera mobilisant et structurant. «Je n'ai aucune idée de ce que ça veut dire, mais ça a l'air que le monde croit à ces niaiseries-là, aussi ai-je reçu l'ordre d'employer ces mots jusqu'à ce que vous ne puissiez plus les entendre. Après cela, les grands projets, je peux déjà vous l'annoncer, deviendront englobants et chapeautants, puis autre chose à mesure que nous inventerons des mots pour triturer la réalité.»

Quant aux retards par rapport aux échéances prévues, le ministre du gouvernement s'est dit dans l'impossibilité générale de les expliquer. «Peut-être est-ce parce que, collectivement, on ne travaille pas assez», a-t-il explosé.

En 2022, la célébration de l'année 2010 comprendra une célébration de l'année 2010 par un programme de célébrations visant à souligner l'existence de l'année 2010 dans le passage des années.



Selon un sondage tenu dans quelques pays, le président des États-Unis représente la plus grande menace contre la paix mondiale.

«Le plus drôle dans cette histoire, c'est que la paix mondiale n'existe pas, n'a jamais existé et n'existera jamais. Vous essaieriez, vous, de menacer quelque chose qui n'existe pas», a déclaré un porte-parole du président des États-Unis. Ce dernier n'était pas disponible pour commenter, étant occupé à faire autre chose. «Le président est toujours occupé, a dit le porte-parole. S'il n'était pas occupé, on aurait l'impression qu'il ne fait rien, alors qu'il fait simplement autre chose.»

De son côté, un citoyen interrogé lors du sondage a contesté cette évaluation de la situation, se disant convaincu que la paix mondiale existe, «hormis peut-être à quelques endroits qui ne nous intéressent pas et dont on n'entend jamais parler aux nouvelles, de sorte que je ne pourrais même pas vous les nommer». Quant à l'Irak et l'Afghanistan, on y recenserait tout au plus «des escarmouches annonciatrices de paix, comme quand un couple se chicane parce qu'il s'aime trop et ne sait pas comment se le dire.»

Selon une source, le président des États-Unis se contrecarve de votre opinion et peut vous balancer une ADM par la tête si vous n'êtes pas content de ce qu'il fait pour la paix mondiale qui n'existe pas.

Joint par fax, Oussama ben Laden a pour sa part indiqué que la paix mondiale irait mieux s'il n'y avait pas de monde et a promis de le réduire à néant d'ici peu en guise d'avertissement.



Selon un autre sondage, près de trois quarts des Québécois sont favorables à la création d'une équipe Québec en vue du championnat mondial de hockey qui aura lieu à Québec en 2008. Ce tournoi s'inscrira dans le cadre des célébrations du 400^e anniversaire de la Vieille Capitale, qui devraient être prêtes vers 2008 et ne rien coûter puisqu'il ne s'agit pas d'un grand projet pluralisateur et ensemblist.

«Mets-en que je suis fier. Je suis Québécois. Je suis fier d'être Québécois. Le Québec, mon chum, c'est la botte de tuer. Et j'aime le hockey. Je suis fier du hockey. Je suis fier d'aimer le hockey. Le hockey, mon chum, c'est du stock. Faque une équipe Québec de hockey, j'captive, man. Clisse que je suis fier», a fait savoir un gars.

Selon le gars, la mise sur patins d'une équipe Québec de hockey présenterait l'avantage de donner au Québec «la place la plus écaurante du monde, avec sa langue, sa culture, ses traditions qu'on ne retrouve nulle part ailleurs parce que si on les retrouvait ailleurs, ça voudrait dire qu'il y a deux Québec, mais il n'y a qu'un seul Québec, unique par sa langue, sa culture, ses traditions, aujourd'hui et pour toujours une société distincte, libre d'assumer son destin et son développement, comme qu'y disent sur Park Avenue. T'entends ça, chummy? Pour toujours! Tu sais ce que ça veut dire, ça? Ça veut dire que le Québec va jamais arrêter d'être là. Peu importe ses choix. Il peut rester dans le Canada, il va continuer à développer sa langue, sa culture et ses traditions, dont fait partie le hockey. C'est excellent, ça.»

«Parce que je suis comme bien d'autres Québécois fiers: je veux que le Québec participe pleinement à toutes les manifestations internationales avec plein de fleurs de fierté partout, mais je ne veux pas aller jusqu'à la séparation. Ça me fait peur, la séparation. Le Québec est une patrie fière, solide, unique de par sa langue, sa culture et ses traditions, mais je ne pense pas qu'il pourrait survivre à l'extérieur du Canada. Tout ce que je veux, c'est une chaise à l'UNESCO et une équipe Québec de hockey que je vais pouvoir encourager avec fierté», a dit le gars.

«Mais pour ça, on n'est pas obligés d'aller jouer de l'orgue à tuyaux dans le concert des nations, bon dance.»

«Non mais y a tu moyen de tout avoir sans rien faire?», a conclu le gars en se demandant quel hymne national on allait entendre au Colisée lorsque l'équipe Québec disputera ses matchs. «Oui, national, parce que le Québec est une nation. Une nation fière, libre, distincte par sa langue, sa culture et ses traditions, prête à affronter le Canada tout en restant dedans. Je me comprends.»

Par ailleurs, personne n'a songé à demander l'avis du Canada dans ce dossier parce que ce n'est pas de ses maudites affaires.

jdion@ledevoir.com



GARY CAMERON REUTERS

John Kerry pourrait passer à l'histoire comme celui qui a créé l'événement marquant des élections de mardi.

ANALYSE

John Kerry a-t-il ruiné les chances des démocrates de gagner mardi?

FRÉDÉRIK GAGNON

Chercheur à l'Observatoire sur les États-Unis de la chaire Raoul-Dandurand à l'Université du Québec à Montréal et auteur de l'ouvrage *Le Congrès des États-Unis* (PUQ, 2006)

«Il faut profiter au maximum des études, bien étudier, faire ses devoirs, faire un effort pour être malin... sinon, vous vous retrouverez coincé en Irak.» Ces mots prononcés lundi par le sénateur démocrate John Kerry ont fait le tour de l'Amérique. Voula-t-il dire, comme l'affirme le président Bush, que les soldats américains sont peu éduqués? Kerry s'en défend et plusieurs lui laisseront le bénéfice du doute. Mais pour les démocrates, le mal est fait: en dix secondes, Kerry a peut-être ruiné les efforts de son parti de gagner les élections législatives de mardi prochain.

La Chambre des représentants

Les démocrates conservent de bonnes chances de gagner la majorité à la Chambre des représentants. Ils doivent remporter 15 sièges pour y arriver, et la plupart des experts, dont Larry Sabato (Université de Virginie), Charlie Cook (*The Cook Political Report*) et Stuart Rothenberg (*The Rothenberg Political Report*), leur prédisent des gains de 18 à 35 sièges. Même si Kerry a gaffé, la tendance des dernières semaines nuit fortement aux républicains: les taux d'approbation de Bush (38 %) et du Congrès républicain (16 %) sont inférieurs à ceux de Bill Clinton (46 %) et du Congrès démocrate (26 %) en 1994 — la fameuse année où un raz-de-marée électoral a permis aux républicains de gagner 52 sièges à la Chambre et huit au Sénat. De plus, 52 % des électeurs pensent voter pour des candidats démocrates mardi (contre 43 % pour les républicains) et la majorité des Américains estiment que les démocrates feraient un meilleur travail pour gérer les principaux enjeux nationaux, comme l'Irak, la corruption au Congrès, l'économie, la hausse des prix de l'essence ou encore les soins de santé.

Les républicains demeurent favoris sur la question du terrorisme, mais les conclusions d'un rapport des agences de renseignement américaines (le *National Intelligence Estimate*) et le plus récent livre de Bob Woodward (*State of Denial*) ont permis aux démocrates de marteler avec succès l'idée que l'Irak est un échec et a nu à la lutte contre le terrorisme. À trois jours du scrutin, l'Irak est l'enjeu le plus important aux yeux des Américains. Ainsi, 29 % approuvent la politique de Bush, 80 % estiment que les États-Unis perdent la guerre et 70 %

pensent que Bush n'a pas de plan pour améliorer la situation. C'est d'ailleurs parce qu'elle incite les journalistes, les candidats et les électeurs à discuter d'autre chose que de l'Irak que la déclaration de Kerry tombe à point pour les républicains. En outre, Kerry a peut-être gâché «l'histoire d'amour» qui existe présentement entre le Parti démocrate et les électeurs indépendants. Comptant pour près de 30 % de l'électorat, ceux-ci penchent nettement du côté démocrate cette année (50 % d'intentions de vote contre 23 % pour les républicains). Les indépendants ont toutefois tendance à ne pas se présenter aux urnes le jour du vote, notamment quand des histoires comme celles de Kerry nourrissent leur cynisme envers les élus et que la base politique prend le dessus sur les débats de fond.

Le Sénat

Les démocrates auront pourtant besoin d'une forte mobilisation des indépendants s'ils veulent gagner les six sièges nécessaires pour reprendre le Sénat. En Pennsylvanie et en Ohio, Bob Casey et Sherrod Brown ont une longueur d'avance sur les républicains sortants Rick Santorum et Mike Dewine. John Tester, Claire McCaskill et Sheldon Whitehouse ont également de bonnes chances de vaincre Conrad Burns dans le Montana, Jim Talent dans le Missouri et Lincoln Chafee dans le Rhode Island. Mais si les démocrates perdent le siège de Bob Menendez dans le New Jersey, leur seul espoir sera de remporter les deux courses les plus chaudes de l'automne: le Tennessee et l'Illinois.

Dans le Tennessee, le républicain Bob Corker mène présentement par trois points sur le démocrate Harold Ford, notamment grâce à une publicité payée par le comité national du Parti républicain et qui met en scène une planureuse blonde évoquant sa rencontre avec Ford dans une fête organisée par le magazine *Playboy* lors du dernier Super Bowl. Ford, qui pourrait devenir le sixième sénateur afro-américain de l'histoire des États-Unis, sait que la bourde de Kerry lui porte ombrage dans cet État à forte tendance républicaine. C'est pourquoi il a, à l'instar de Bush, demandé à Kerry de présenter ses excuses aux troupes.

En Virginie, le démocrate Jim Webb venait à peine de prendre une avance sur le républicain sortant George Allen lorsque l'affaire Kerry a éclaté. Webb n'a pas demandé à Kerry de s'excuser. Mais dans cette course des plus sales et des plus négatives, où Allen a utilisé le mot «ma-

caque» (*macaca*) pour interpellier un jeune volontaire d'origine indienne et où les républicains ont attaqué Webb sur ses romans à caractère pornographique, cette nouvelle controverse pourrait coûter cher aux démocrates. En effet, l'accumulation d'histoires dominées par la mesquinerie et les attaques personnelles risque de décourager les indépendants d'aller voter, alors que ceux-ci favorisent Webb par 10 points.

La surprise d'octobre?

L'histoire retiendra-t-elle que John Kerry a été responsable de la «surprise d'octobre» des élections de 2006, c'est-à-dire d'un événement qui, se produisant dans le dernier droit d'une campagne, bouleverse les résultats électoraux? Certains démocrates pensent que oui et n'hésitent pas à affirmer que Kerry leur aura non seulement fait perdre l'élection de 2004, mais aussi celle de 2006.

L'ironie du sort est que perdre mardi serait peut-être la meilleure chose qui puisse arriver aux démocrates. Car même en reprenant le contrôle d'une ou des deux chambres, ils auraient souvent les mains liées et pourraient difficilement garantir l'adoption de leur programme législatif face au président Bush — qui fait rarement des compromis et détient un droit de veto sur les propositions émanant du Congrès. Ces blocages politiques pourraient nuire aux démocrates lors des élections de 2008, car les républicains auraient alors le loisir de les dépouiller comme des «obstructionnistes», une stratégie qui a bien fonctionné en 2004 pour déloger le leader démocrate au Sénat Tom Daschle.

De plus, à force de critiquer Bush, les démocrates ont créé l'illusion au sein de la population qu'ils amélioreraient rapidement la politique en Irak s'ils reprenaient le Congrès. Mais la publication du rapport Baker-Hamilton après les élections démontrera qu'il n'existe pas de solution à court terme dans ce dossier et, surtout, que le retrait immédiat des troupes n'est pas une option. Des experts comme Richard Haass, ancien conseiller de Bush père et de Colin Powell, vont même jusqu'à dire qu'il est «impossible de gagner la guerre». Dans ce contexte, perdre le Congrès en 2006 est peut-être le meilleur moyen dont les démocrates disposent pour ne pas ruiner une élection encore plus importante: la présidentielle de 2008.

Collaboration spéciale

Le sommet sino-africain est qualifié d'historique

La Chine et l'Afrique forgent un nouvel axe

BRUNO PHILIP

Les Chinois ont déroulé le tapis rouge devant les dirigeants de 48 pays africains réunis à Pékin pendant trois jours jusqu'à demain pour un sommet qualifié d'«événement historique» par le président chinois Hu Jintao.

Partout en ville, des affiches proclament les bienfaits de la «coopération sino-africaine» et ce sommet a été présenté par les autorités comme l'événement diplomatique le plus important jamais organisé en République populaire depuis la révolution de 1949.

Cette réunion souligne en tout cas l'importance croissante que revêt le continent africain aux yeux du régime de Pékin: pour la Chine, il est vital de diversifier ses sources d'approvisionnement afin d'assurer la poursuite de sa croissance. Entre la Chine et l'Afrique, c'est une vieille histoire qui remonte au lendemain de la révolution maoïste: durant un demi-siècle, Pékin a multiplié les projets d'aide au développement du continent, finançant et construisant de grands projets d'infrastructures, voies de chemin de fer, routes, envoyant sur place quelque 16 000 médecins et infirmiers, distribuant des bourses pour permettre à de jeunes Africains de poursuivre leurs études dans les universités chinoises.

Depuis les années 60 jusqu'à la fin des années 80, la relation Chine-Afrique était surtout de nature politique: les Africains percevaient la République populaire comme une nation phare

du Tiers-Monde et le maoïsme servait parfois de référence idéologique en cette période post-coloniale. Pour les Chinois, l'Afrique était le lieu d'une lutte d'influence entre les acteurs de la guerre froide et la stratégie de Pékin était aussi de l'ordre de la géopolitique: il s'agissait, par exemple, de faire pièce aux visées soviétiques dans des pays comme l'Angola et le Congo.

Nouvelle donne

La chute du mur de Berlin, la poursuite de l'ouverture économique de la Chine et sa soif grandissante de matières premières et d'énergie ont modifié la donne. Désormais, les perspectives commerciales représentées par le continent noir et son potentiel en ressources énergétiques sont au cœur de la nouvelle stratégie chinoise en Afrique. Au-delà de la nécessité de s'assurer de nouveaux accès aux matières premières, la Chine entend également écouler un nombre toujours plus grand de produits *made in China* à bon marché sur les marchés africains.

Le niveau de l'engagement de la Chine en Afrique est tel qu'il suscite cependant les critiques croissantes de tous ceux estimant que l'empire du Milieu y poursuit des visées «prédatrices» consistant à engranger le maximum de résultats économiques tout en étant peu regardant sur la moralité des régimes avec lesquels il traite au nom de sa «politique de non-intervention». «Notre principe dans nos relations avec les autres pays est de ne jamais chercher à imposer notre système social, notre mode de dé-

veloppement, nos valeurs ni notre idéologie», a déclaré Liu Jianchao, un porte-parole du ministère des Affaires étrangères. «La Chine ne pose aucune condition politique à sa coopération», a maintes fois déclaré le président Hu Jintao dans ses tournées africaines.

La France, toujours sourcilieuse dès qu'il est question de menaces sur son «pré carré» africain, s'en inquiète, entre autres pays occidentaux. Pierre-Antoine Braud, chercheur à l'Institut d'études de sécurité, affilié à l'Union européenne (UE), met en garde: «La politique chinoise en Afrique pourrait contribuer à maintenir des types de gouvernance politique et économique qui sont au cœur des entraves à la croissance économique du continent africain.»

La présence à Pékin, durant ce sommet, du président soudanais Omar Hassan al-Bachir, dont le régime est accusé d'encourager un véritable génocide à l'encontre des populations de la région du Darfour, ainsi que celle du dictateur zimbabwéen Robert Mugabe font déjà grincer bien des dents à l'étranger. Jeudi, Hu Jintao a tout de même exhorté son homologue soudanais «à maintenir le dialogue avec toutes les parties concernées». «Il faut être pragmatique», explique Xu Weizhong, directeur du département des affaires africaines de l'Institut chinois d'études contemporaines internationales. «Personne n'a intérêt à provoquer l'effondrement du gouvernement du président Bachir.»

Le Monde

PERSPECTIVES

Oaxaca: le gouverneur entêté

Seule la démission d'Ulises Ruiz permettrait de sortir de la crise qui dure depuis cinq mois

La tension générée par le conflit entre le mouvement populaire et les dirigeants de l'État d'Oaxaca est à son comble. Dimanche dernier, le président sortant Vicente Fox — qui avait toujours refusé d'intervenir, jugeant que c'était au gouverneur de l'État de le faire — a envoyé quelque 4500 officiers de la police fédérale. Mais le gouverneur de l'État, Ulises Ruiz, dont tout le monde réclame maintenant la démission, s'accroche au pouvoir. Peut-on croire au dénouement de cette crise?

LISA-MARIE GERVAIS

Plusieurs observateurs l'ont comparé au Mouvement des sans-terre au Brésil ou à la Commune de Paris en 1871. Mais s'il a effectivement pris naissance dans le mécontentement du peuple, le conflit d'Oaxaca a des racines encore plus profondes. À première vue, tout aurait commencé le 22 mai dernier. Insatisfaits de la réponse du gouverneur de l'État à leurs demandes d'ajustements salariaux, les professeurs de la section 22 du Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE) ont planté leurs tentes dans la ville d'Oaxaca, une agglomération de 600 000 habitants.

«Depuis les années 80, les enseignants avaient coutume de tenir annuellement une courte grève pour obtenir une amélioration de leurs conditions de travail, demande à laquelle on accédait presque toujours», explique Lorenzo Meyer, historien et chroniqueur politique pour le quotidien mexicain *Reforma*. Or, cette fois-ci, les six millions \$US offerts par Ulises Ruiz contre les 135 millions demandés par le syndicat n'ont représenté qu'une goutte d'eau dans l'océan. Mais cette goutte de trop a fait déborder le vase.

Laissant derrière eux les 14 000 écoles de l'État d'Oaxaca, une partie des 70 000 enseignants représentés par le SNTE sont aussitôt descendus dans les rues pour protester. En plus d'organiser des manifestations, ils ont occupé les installations de la radio et de la télévision de l'État. À la suite d'une tentative de répression par l'État, qui a échoué, plusieurs organisations autochtones et de la société civile regroupées au sein de l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca (APPO) se sont joints à ce soulèvement populaire.

Pendants plus de cinq mois, la ville d'Oaxaca et ses environs auront été le théâtre de ces affrontements ponctuels entre la police de l'État, munie de canons à eau et de gaz lacrymogènes, et les sympathisants de l'APPO, armés de pierres, de bâtons, de bazookas artisanaux et de cocktails Molotov. La Ligue mexicaine pour la défense des droits de la personne déplore la dizaine de morts et la centaine de blessés parmi les sympathisants du mouvement et dénonce la disparition et la détention illégale de dizaines de personnes ainsi que des cas de torture.

Le 27 octobre dernier, la crise la plus violente depuis le début du conflit a fait trois morts, dont Bradley Will, un journaliste indépendant états-unien. Indifférent depuis le début aux réclamations du mouvement populaire, le président sortant Vicente Fox se serait alors décidé à agir. Des milliers de policiers antiémeute ont été dépêchés dans la ville d'Oaxaca pour tenter de dénouer la crise.

Stratégie politique

Selon l'historien Lorenzo Meyer, Fox se serait gardé d'agir par «excès de prudence». Plus tôt cette année, un mouvement de protestation mené par des agriculteurs de San Salvador Atenco avait été réprimé de façon brutale, ce que les grandes organisations de défense des droits de l'homme avaient dénoncé. «L'image de Fox s'était alors grandement détériorée», indique M. Meyer. Selon lui, c'est la raison pour laquelle l'intervention consécutive à la tuerie du 27 octobre, deux jours plus tard, se serait déroulée dans un «calme relatif». D'après l'APPO, elle aurait fait deux morts et une dizaine de blessés.

Mais surtout, Fox aurait d'abord craint que son successeur à la présidence, Felipe Calderón, candidat du PAN élu le 2 juillet par une infime majorité de 0,6 % des voix, ait de la difficulté à imposer son leadership, laisse entendre M. Meyer. Aux yeux de plusieurs, notamment au PRD, le parti de son grand rival à la présidentielle, Andrés Manuel López Obrador, qui se dit victime de fraude, Calderón n'aurait ni l'appui du peuple ni l'autorité morale et politique pour gouverner. Lors de son intronisation devant le Parlement, le 1^{er} décembre prochain, il aurait donc besoin du soutien de tous les députés du PRI, le parti du gouverneur de l'État d'Oaxaca.

«Fox cherchait un moyen de résoudre le problème avant l'entrée de Calderón», note M. Meyer. Pedro Bautista, un Indien mixte membre de l'APPO, accuse le gouvernement d'avoir engagé des paramilitaires priistes pour provoquer le violent affrontement dans lequel un journaliste américain a trouvé la mort. «Cela a ensuite servi de prétexte aux autorités pour légitimer leur intervention», a-t-il dit lors d'une tournée québécoise destinée à sensibiliser la population à ces événements. Hier, le procureur général a annoncé la détention de deux présumés coupables de l'assassinat de Brad Will, un chef de police d'une localité avoisinante, membre du PRI, et un responsable d'une agence de sécurité.

Le cas Ulises Ruiz

Depuis son élection par un faible écart de voix en 2004, le gouverneur d'Oaxaca, Ulises Ruiz Ortiz, patauge dans une mare de problèmes. Il a notamment ordonné l'occupation d'un quotidien hostile de la capitale et est soupçonné de détournement de fonds au profit du candidat du PRI à l'élection présidentielle.

Dernier en date d'une lignée de gouverneurs priistes, il s'inscrit dans une longue tradition de parti unique. «Ça fait 77 années consécutives que le PRI est au pouvoir dans cet État, alors qu'au Mexique, cette dictature de parti a pris fin en 2000 avec la venue du PAN au



Il sera difficile pour Mexico de renouer le dialogue avec la population d'Oaxaca.

pouvoir. Oaxaca est une île digne du Monde perdu d'Arthur Conan Doyle, où vit un dinosaure dénommé PRI», illustre Lorenzo Meyer.

Faute de pouvoir apparaître en public sans créer d'émeutes, Ulises Ruiz résiderait actuellement à Mexico, la capitale, un fait qu'il nie catégoriquement. Même si ses proches le respectent pour ce difficile «examen de conscience» auquel il doit se livrer, la pression est forte pour qu'il renonce. En effet, au moment même où le conflit entre dans une phase critique, la communauté internationale et même le Parlement mexicain ont uni leurs voix à celle du mouvement populaire pour exiger la démission du gouverneur. «Je ne sais pas s'il va finalement démissionner, mais ce serait un affront pour le peuple d'Oaxaca», soutient pour sa part Jesús Peraza, un sociologue qui a longtemps travaillé auprès des communautés autochtones d'Oaxaca.

Cependant, au Mexique, seuls les sénateurs ont le pouvoir de déclarer l'incapacité de gouverner et la révocation d'un ou de plusieurs des trois pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire). En début de semaine, ces sénateurs ont voté une motion exhortant le gouverneur à quitter le pouvoir. En effet, pour eux, comme aucune accusation ne pèse contre Ulises Ruiz, le gouvernement demeure viable.

Sortie de crise?

L'État d'Oaxaca, dont 80 % de la population gagne moins de 2 \$ par jour, est un des États les plus pauvres du Mexique. Plus de la moitié de la population est indigène et souffre de l'inégalité du partage des richesses. Pour la plupart issus de cette réalité, les membres de l'APPO ne se disent pas prêts de baisser les bras. Jeudi dernier, ils ont forcé la police fédérale à se replier à l'aéroport après plus de six heures d'affrontements à proximité de l'université d'Oaxaca. Les forces de l'ordre ont néanmoins pu démanteler le dernier barrage

important de la ville et reprendre le contrôle de la zone.

«Une des façons de résoudre le conflit serait évidemment que Ulises Ruiz démissionne», note Lorenzo Meyer. Mais il est très probable qu'il reste car il a pour l'instant l'appui de la police fédérale. «Toutefois, selon l'Indien Pedro Bautista, il est aussi possible que le gouverneur, en poste depuis 23 mois, veuille attendre de célébrer deux années complètes au pouvoir avant de prendre quelque décision que ce soit. Après ce délai, le Congrès local, à majorité priiste, a le droit de choisir un suppléant.

Quant à la présidente de la LIMEDDH, elle estime que l'espoir de sortie de crise s'est éteint avec l'arrivée des policiers dans l'État. «La plus grande erreur de Fox a été de rompre le dialogue en envoyant des policiers armés. Oaxaca n'est plus un État de droit et on ne peut pas discuter dans ces conditions», dit Yésica Sanchez Maya. Je crois qu'il est légitime de demander la démission de celui qui a échoué dans sa mission d'être un bon interlocuteur. Selon le sociologue Jesús Peraza, la police a les mains liées. «Si elle met des dirigeants du mouvement populaire en prison, le conflit va exploser dans tout le pays.»

Quoi qu'il en soit, depuis l'entrée de la police dans la ville, qui a confiné des manifestants à l'université, et le retour en classe partiel des professeurs à la suite d'un accord conclu il y a deux semaines, le conflit montre à peine quelques signes d'essoufflement. Mais les pressions exercées par les hôteliers et d'autres entrepreneurs du secteur touristique, qui ont beaucoup perdu, et celles des civils et des parents des étudiants, qui n'en peuvent plus de cette violence et souhaitent que tout rentre dans l'ordre, pèsent toutefois dans la balance. «Ils seront prêts à tout pour que le calme revienne. Quitte à devoir appuyer la présence de la police et du gouverneur», conclut Lorenzo Meyer.

Le Devoir



Michel David

De Rio à Nairobi

Dans son autobiographie publiée en 1998, Jean Charest raconte l'expérience «inoubliable» qu'il a vécue au Sommet de la Terre, à Rio, alors qu'il était ministre de l'Environnement dans le gouvernement Mulroney.

Il est vrai qu'à le lire, l'événement a parfois pris des allures de carnaval. Son récit de la conférence de presse finale, où Shirley Maclaine et les Beach Boys avaient volé la vedette, est particulièrement coloré.

À l'époque, M. Charest s'était surtout réjoui de constater l'harmonie entre le gouvernement fédéral et les provinces, qui avaient toutes adopté sans rechigner les dispositions de ce premier traité sur les changements climatiques, même si celui-ci touchait directement à des domaines qui relevaient de leurs compétences.

«L'entente signée reflétait véritablement un consensus auquel les provinces avaient directement contribué. Je retiens cette expérience parce qu'elle est significative pour l'avenir du fédéralisme», peut-on lire sous la plume de M. Charest.

«Le gouvernement canadien ne se conduisait pas de façon paternaliste en disant: "Voilà, j'ai signé une entente parce que c'est moi qui suis responsable de la signature des ententes internationales, et voilà ce qu'on a décidé."»

Si Thomas Mulcair avait trouvé méprisante l'attitude de Stéphane Dion l'an dernier, comment doit-on qualifier celle de Rona Ambrose, qui a levé le nez sur le plan de lutte contre les changements climatiques du gouvernement Charest, que tout le monde avait applaudi au Québec?

Le ministre de l'Environnement, Claude Béchard, se rendra la semaine prochaine à la conférence de Nairobi, au Kenya, pour exprimer devant la communauté internationale le profond désaccord du Québec avec la position du gouvernement fédéral, qui exige maintenant une révision en profondeur du protocole de Kyoto.

Selon les critères énoncés par M. Charest à l'époque, cette nouvelle expérience, 14 ans après celle de Rio, devrait être tout aussi «significative pour l'avenir du fédéralisme».

Curieusement, son gouvernement ne semble pas vouloir prendre tous les moyens à sa disposition pour manifester la dissidence du Québec. Jeudi à l'Assemblée nationale, les libéraux ont refusé de mettre aux voix la motion de la ministre des Relations internationales, Monique Gagnon-Tremblay, sans laquelle l'adhésion du Québec au protocole de Kyoto n'a aucun caractère officiel.

Mme Gagnon-Tremblay a elle-même expliqué que sa motion sera adoptée «d'ici la fin de la session». Pourquoi pas le jour de l'ajournement des travaux parlementaires pour les Fêtes? Avec un peu de chance, Stephen Harper n'en saura rien!

«De toute manière, ce n'est pas une discussion à l'Assemblée nationale qui changera quoi que ce soit», a ajouté la ministre, dont les réflexions sont parfois surprenantes. Pourquoi perdre tout ce temps? Ajournons dès maintenant!

Au sommet de Rio, M. Charest parlait au nom du Canada. Bien emmaillotté dans la délégation canadienne, M. Béchard risquait d'avoir du mal à se faire entendre à Nairobi. Mme Ambrose, qui sera accueillie là-bas comme une pestiférée, n'aura peut-être pas très envie de lui donner l'occasion d'ajouter sa voix au chœur de ses détracteurs. M. Béchard pourrait bien vivre à son tour une expérience «inoubliable». Au retour, il pourra échanger ses impressions avec le premier ministre.

Remarque, le PQ est bien mal placé pour faire des reproches au gouvernement Charest. En refusant sous des prétextes fallacieux de se joindre à la coalition réunie par M. Béchard pour forcer la main d'Ottawa, il a démontré qu'il préférerait empêcher les libéraux de marquer des points que de renforcer le rapport de force du Québec.

De toute évidence, l'environnement sera un thème dominant de la prochaine campagne électorale au Québec. Il n'est surtout pas question de permettre au gouvernement Charest de se présenter comme le champion du développement durable. Il est vrai qu'après le Suroit et le mont Orford, cela prend un certain culot.

Le litige sur le protocole de Kyoto n'est évidemment pas la première querelle entre Québec et Ottawa sur une question environnementale. Dans son autobiographie, Jean Charest rappelle le bras de fer au sujet de l'évaluation du projet Grande-Baleine. Il en avait d'ailleurs tiré une conclusion très intéressante: «Il ne faut jamais sous-estimer la capacité des gouvernements de se tromper [...] Il ne faut jamais présumer qu'ils savent ce qu'ils font.»

Le débat sur l'évaluation de Grande-Baleine était cependant d'une autre nature. Pour la population, il s'agissait d'une énième chicane de compétences, comme il y en avait dans tous les domaines. Cette fois-ci, il s'agit plus que jamais d'un véritable conflit de valeurs.

Pendant longtemps, l'opinion publique a surtout réagi aux accidents environnementaux, par exemple les déversements de pétrole, ou au saccage de sites naturels exceptionnels. La conscience d'une responsabilité planétaire est plus récente. Aujourd'hui, il apparaît clairement que le gouvernement Harper fait preuve d'une irresponsabilité dangereuse pour l'avenir de tous.

Il serait malhonnête de présenter sa position sur le protocole de Kyoto comme une tare congénitale du fédéralisme. La protection de l'environnement fait partie des valeurs que Québécois et Canadiens partagent largement. Il n'en demeure pas moins que les conservateurs ont remporté seulement dix sièges sur 75 au Québec.

D'un point de vue fédéraliste, on pourrait plaider que la présence du Québec dans la fédération canadienne ne peut que renforcer, au profit de tous, le camp favorable à l'application du protocole de Kyoto. Un Québec souverain aurait peut-être la satisfaction d'atteindre ses propres objectifs en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, mais en quoi la planète s'en porterait-elle mieux si c'était pour permettre au Canada d'augmenter les siennes?

À ce compte-là, on pourrait aussi dire que l'annexion du Canada par les États-Unis permettrait de renforcer le camp anti-Bush. Encore faut-il faire le poids, et celui du Québec pèse de moins en moins lourd au sein de la fédération. Claude Béchard aura tout le loisir de vérifier cela à Nairobi.

mdavid@ledevoir.com

ÉDITORIAL

Encore le CHUM

Les premiers patients qui seront traités dans l'un ou l'autre des deux centres hospitaliers universitaires devant être construits à Montréal ne pourront pas y être admis avant encore longtemps. Pas avant 2011 et peut-être pas avant 2012 ou 2013. Faut-il s'inquiéter de nouveaux délais et de coûts qui pourraient grimper en flèche? Attendons avant de s'alarmer.

Ceux qui ont cru que ces deux superhôpitaux pourraient être ouverts en 2010 sur la foi de la mention «CHUM 2010» qu'ils voyaient dans plusieurs documents auront été bien naïfs. Comme on est déjà presque rendu en 2007, il aurait fallu, pour y arriver, mettre les bouchées doubles, voire triples, surtout qu'il reste encore de multiples décisions de planification à prendre avant la première vraie pelletée de terre, dont le gouvernement Charest est incapable de dire quand elle aura lieu.

Ces projets, on le sait, n'en sont pas à leurs premiers retards. Depuis 1991, nous en sommes à la troisième tentative de réalisation du CHUM, ce qui explique l'impatience de certains dans le milieu de la santé à voir enfin les travaux commencer. Voir une excavatrice enfin à pied d'œuvre serait pour ceux-là l'assurance que cette fois est bien la bonne. Pourtant, il reste de nombreux obstacles à franchir.

De nouveaux retards pourraient venir du mode de gestion en PPP que le gouvernement semble privilégier. Si cela était, il faudra, avant de lancer les travaux, avoir évalué de façon précise tous les coûts de réalisation, ce qui exigera de déterminer dans le moindre détail chacun des éléments des deux superhôpitaux. L'avantage est de fixer les coûts que devront respecter les partenaires privés qui auront été choisis pour leur construction. L'inconvénient, c'est qu'il faut prendre le temps de faire cette évaluation. Comme on en sera à une première expérience de gestion en PPP et que la définition précise de tous les besoins d'un hôpital est affaire longue et complexe, cette étape pourrait se prolonger. Du moins, le risque existe.

Les prochaines élections pourraient aussi être source de délai. S'il survenait un changement de gouvernement, plusieurs projets pourraient être remis en cause. Dans le cas des deux superhôpitaux, le Parti québécois pourrait vouloir permettre au lobby qui plaide en faveur d'une fusion du CHUM et du CUSM de se faire entendre, même si l'à-propos d'une telle idée est loin d'être établi. Comme ce groupe est essentiellement constitué de militants de son parti, ce pourrait être un passage obligé pour un André Boisclair devenu premier ministre.

Quelle qu'en soit la cause, tout nouveau retard entraînera une augmentation des coûts de réalisation de ces deux projets, ne serait-ce qu'en raison de l'inflation. Certaines personnes, inquiètes de voir la facture de ces deux projets grimper sans cesse, remettent périodiquement en question la capacité des Québécois de s'offrir ces projets. Il est vrai que ces deux centres hospitaliers universitaires coûteront cher. Pour autant, l'ampleur des investissements nécessaires ne doit pas nous faire oublier qu'il s'agit de projets nécessaires aussi bien à la formation de médecins et de chercheurs qu'au fait d'assurer des services de santé de qualité. Au surplus, il n'y aurait pas d'économie à faire en ne construisant, par exemple, qu'un méga-super-hôpital puisqu'il faudrait par ailleurs continuer à rénover en parallèle des hôpitaux vétustes pour assurer les services.

Le CHUM et le CUSM ne sont pas moins prioritaires que les nombreux projets autoroutiers du gouvernement Charest, qui s'apprête à investir un milliard pour construire un tronçon de 35 kilomètres de l'autoroute 30. Leur nécessité, tout comme leur valeur pour la société québécoise, est encore plus grande. Ce dont il faut s'assurer, c'est qu'ils puissent se réaliser dans les meilleures conditions possibles. On aiderait en cessant de chercher des prétextes, quels qu'ils soient, pour les remettre toujours en cause.

bdescoteaux@ledevoir.ca

Chialage organisé

Pauvre réforme! Que de bêtises dites sur son dos, que d'énergie perdue à rectifier des exagérations, mais que d'incompréhension aussi devant les besoins des parents... Et tout cela au détriment constant de ce qui en est pourtant l'essence même: donner des connaissances aux élèves en les rendant aptes à en comprendre le sens. Tout le bonheur d'apprendre, quoi!

Dernière crise en date, celle déclenchée hier par *Le Journal de Montréal*, qui consacrait toute une page aux «enseignants rebelles», ceux qui «refusent d'appliquer les directives et attribuent même des notes bidon». Ce fut le branle-bas de combat: jamais on n'avait vu la présidente de la Commission scolaire de Montréal, Diane de Courcy, aussi furieuse: le ministère, lui, ne cachait pas son étonnement devant l'article. Dans les deux cas, des mesures ont donc été annoncées pour s'assurer de la rigueur de l'enseignement et de l'évaluation.

Une réaction démesurée? Oui, si on n'y voit qu'un lien avec un article somme toute anecdotique, composé de quelques témoignages de professeurs anonymes. Non, quand on sait que les critiques les plus virulentes de la réforme, les instances syndicales, sont toujours prêts à lancer des dénonciations dans les médias mais sont très réticents à s'asseoir avec les instances concernées pour discuter des correctifs à apporter. La CSDM vient de le vivre avec son nouveau bulletin, vertement dénoncé par l'Alliance des professeurs, qui a toutefois refusé de siéger au comité multipartite chargé de sa révision. Et on s'étonnera ensuite que l'exaspération règne?

Dans ce chialage on est devenu l'application de la réforme, un lobby actif et bruyant raconte tout et n'importe quoi. Au point où, on le lisait encore hier, des enseignants sont persuadés qu'ils dérogent au programme pédagogique parce qu'ils font de la grammaire et donnent des dictées! Le ministère a beau dire et redire le contraire (en fait, il le répète depuis 2000), le message reste bloqué. Les dénonciations simplistes font de bien meilleures manchettes... Du coup, des tas de gens, qui n'ont souvent pas mis les pieds dans une école depuis des années, sont persuadés qu'on est à fabriquer une génération de cancre et de crétiens. Et que les profs risquent leur emploi parce qu'ils font reciter des tables de multiplications!

Evidemment, ce ne sont pas les leaders syndicaux qui corrigeront cette impression, qui (une fois n'est pas coutume!) les fait passer pour des défenseurs de l'enseignement face aux obscurs technocrates du ministère de l'Éducation.

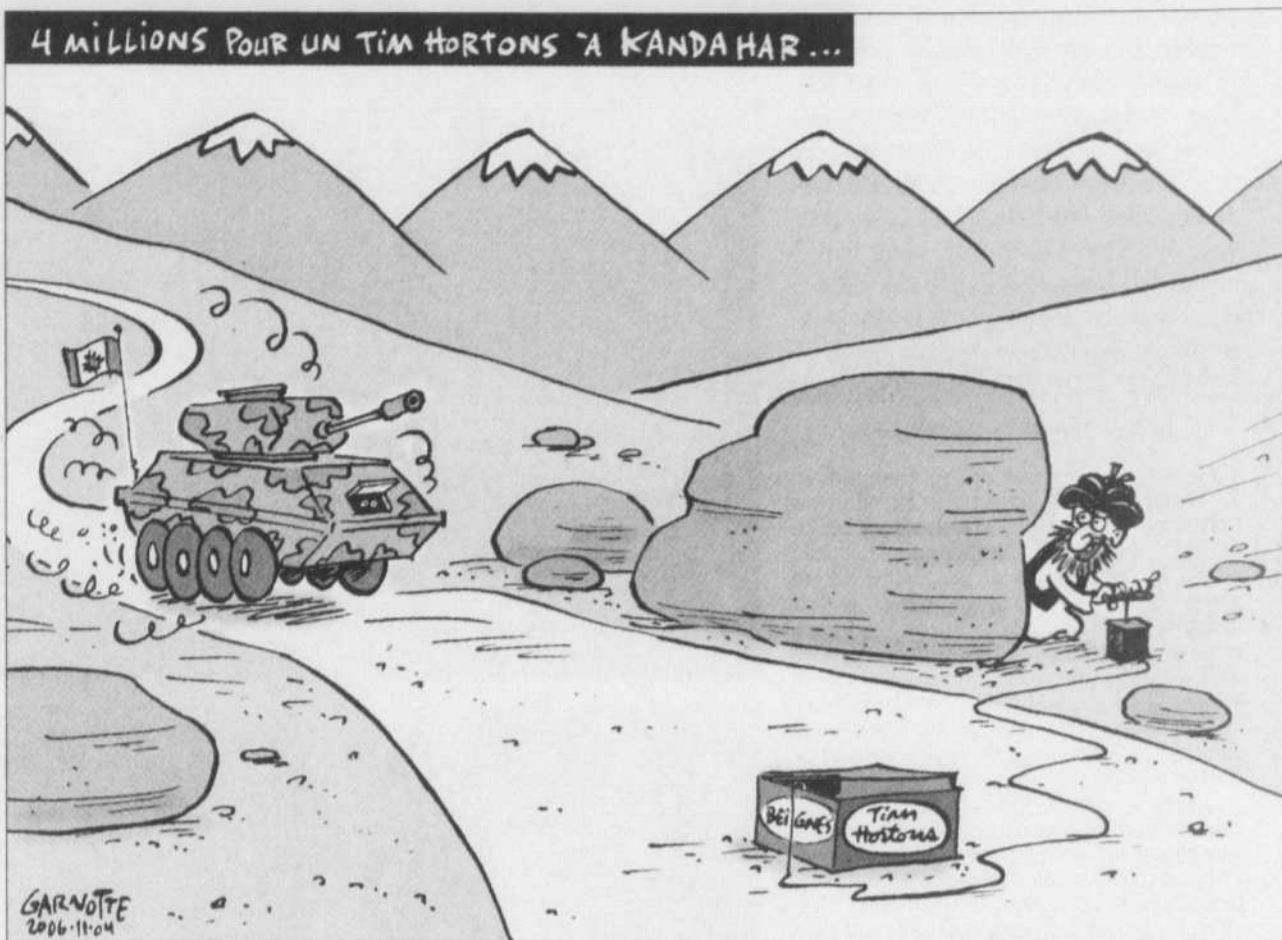
Il y a néanmoins une question qui tarade enseignants et parents, c'est celle de l'évaluation. Pour les premiers, compétences à évaluer obligent, la tâche est lourde. Mais faut-il vraiment «évaluer» des compétences? On pourrait en reparler... Pour les deuxièmes, plusieurs estiment qu'une lettre n'a pas la précision d'un pourcentage. Fort bien: le ministère veut justement leur avis à ce sujet. Mais se réajuster n'a rien à voir avec le fait de céder au chialage organisé.

jboileau@ledevoir.ca

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAFON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



LETTRES

Les épouvantails du NON

S'il y a un autre référendum, on peut s'attendre à ce que la peur soit de nouveau centrale dans l'argumentaire du camp du NON. Bien qu'ayant un effet considérable sur les gens, ces arguments sont souvent faibles lorsqu'on s'y attarde.

Comme m'en témoignait une amie française, le Québec diffère de la Corse et du Pays basque dans ce sens qu'il possède déjà plusieurs institutions politiques dignes d'un pays. En effet, le Québec a déjà une force de sécurité nationale (la SQ), prélève déjà des impôts et est constitué d'une foule d'organismes qui chevauchent (ou sont chevauchés par) Ottawa.

Le Québec possède déjà plusieurs délégations et bureaux dans les principaux pays des Amériques, de l'Europe et du reste du monde. Ils pourraient constituer une base solide pour un éventuel réseau d'ambassades. Les principaux éléments qui devraient être transférés du fédéral sont les postes et l'assurance emploi. Ces transitions se feraient sans doute doucement et sans trop de heurts (le courrier serait toujours distribué le lendemain du référendum). On est loin des années de turbulence!

Certains partisans du NON croient qu'un Québec indépendant conduira obligatoirement à l'instauration de douanes aux frontières ontarienne et néo-brunswickoise. Pourtant, l'Europe ne démontre-t-elle pas que la libre circula-

tion est possible entre des pays aux cultures différentes? Pourquoi mettre des barrières là où il n'y en a jamais eu?

Tous ces faux arguments détournent l'attention du vrai problème: le Canada d'aujourd'hui ressemble à un monstre à deux têtes qui ne s'entendent pas sur la direction à prendre. Malheureusement pour le Québec, c'est la tête canadienne qui a le contrôle sur le reste du corps. Heureusement, en politique, il est possible de scinder le monstre en deux entités saines. Le reste du Canada souhaite un gouvernement central fort, ce que rejettent tous les Québécois, fédéralistes et souverainistes. Dans un tel contexte, la souveraineté n'est-elle pas la seule solution, du point de vue tant canadien que québécois?

Nicolas Lauzier
Québec, le 1^{er} novembre 2006

En 2050...

Pendant longtemps, l'an 2000 a marqué l'imaginaire comme lieu de projection à long terme. On remarque que le nouvel horizon est désormais 2050. Dernièrement, *Le Devoir* titrait ainsi: «Il faudrait deux planètes pour nourrir l'humanité en 2050» et «Poissons et crustacés disparaîtront du menu d'ici 45 ans» (donc en 2051). Dans ce contexte, peut-être que Rona Ambrose, ministre de l'Environnement du Canada, fait preuve de vision lors-

qu'elle promet de l'air pur en... 2050. Au rythme où vont les choses, il n'y aura seulement plus d'êtres humains pour le respirer.

Vicky Pelletier
Montréal, le 3 novembre 2006

Le PQ à droite?

Depuis plusieurs jours, j'entends certains commentaires disant que PQ et PLQ, c'est la même chose, que Boisclair est un ultralibéral, que le PQ est à droite, etc. Je ne suis pas d'accord. La base militante du PQ a toujours été de centre-gauche; ce sont ses «élites» et ses dirigeants qui se sont confortés à droite depuis quelques années, et Boisclair en est l'illustration vivante.

Toutefois, il ne peut pas composer sans les militants. En ça, je salue le SPQ libre qui, même si ses positions sont parfois très à gauche, rappelle aux instances de ne pas oublier les militants et relance la mission social-démocrate de ce parti. Sa présence évite ainsi le piège que constitue d'après moi Québec solidaire, un parti trop à gauche pour le Québec, socialiste, utopiste et dont le seul résultat pourrait vraisemblablement être de diviser le vote en faveur d'une réélection des libéraux. La présence du PQ au Québec me paraît aujourd'hui souhaitable, et il est indispensable que ses militants le rappellent à l'ordre dans sa mission.

Luc Rioux
Québec, le 1^{er} novembre 2006

REVUE DE PRESSE

Le casse-tête québécois

Manon Cornéliier

Vous ne le saviez peut-être pas mais «le Québec d'aujourd'hui est très dangereux». C'est du moins la conclusion à laquelle parvient le chroniqueur ultraconservateur de *Calgary Sun*, Ted Byfield. Selon lui, le Québec a complètement renié sa culture et son histoire. Il en veut d'abord pour preuve l'interdiction faite aux écoles évangélistes d'offrir une éducation qui fasse fi du programme provincial. Byfield ne peut pas croire que des parents en désaccord avec un programme provincial ne puissent pas, en payant de leur poche, offrir à leurs enfants l'éducation de leur choix, surtout si elle est d'inspiration chrétienne. Il n'y pas si longtemps pourtant, le Québec était une société catholique, fidèle à sa foi et à ses traditions, écrit-il. Malheureusement, les Québécois ont décidé de s'en écarter. Ils sont moins pratiquants que les autres Canadiens et affichent les plus hauts taux d'union de fait, de divorce et d'avortement, insiste Byfield. L'appui des Québécois au mariage homosexuel relève à son avis de ce même abandon culturel. Byfield parle d'un «nouveau Québec [qui] vit dans un monde imaginaire où on peut fermer les yeux devant les faits». Il cite la vive réaction aux propos de Lucien Bouchard sur les difficultés économiques qui guettent les Québécois qui ne travaillent pas assez et la perte d'affection des Québécois à l'endroit du gouvernement Harper à cause de ses positions sur le mariage homosexuel, Kyoto et l'Afghanistan. Byfield lit dans les propos de Bouchard le portrait d'un peuple «nourri d'illusions, coupé de sa propre culture», d'où sa conclusion d'un Québec dangereux.

Le Québec a attiré l'attention d'autres commentateurs, mais pour de tout autres raisons. C'est toujours le débat autour de la reconnaissance de la nation québécoise au sein du Parti libéral fédéral qui fait jaser. D'origine écossaise, John Ivison, du *National Post*, a tiqué à la lecture de la lettre de Bernard Landry à Stephen Harper sur cette question. Les références à

l'expérience écossaise agacent Ivison car la dévolution dont l'Écosse bénéficie ne s'est pas traduite par un transfert de pouvoirs équivalents à ceux dont jouit déjà le Québec, rappelle-t-il. Il existe cependant une grande différence entre les Écossais et les Québécois, note Ivison. Les Écossais, dit-il, ne ressentent pas le besoin d'être reconnus comme nation. Ils savent qu'ils en forment une et se fichent de ce qu'en pensent les Anglais. Ce qu'ils veulent, ce sont de vrais pouvoirs, pas des symboles.

L'autruche

John Ibbitson, du *Globe and Mail*, pense que le candidat au leadership libéral Michael Ignatieff a raison de dire qu'il faudra un jour reconnaître le Québec comme nation dans la Constitution, mais l'idée de reprendre ce débat lui répugne. Il ne croit pas que le Canada trouvera la façon d'y arriver car trop de Canadiens à l'extérieur du Québec et certains en son sein ne sont pas prêts à lui accorder les pouvoirs nécessaires à la sauvegarde de sa culture, prise dans un sens large. Mais le chat est sorti du sac, et si les libéraux reculent, ils risquent de discréditer les fédéralistes au Québec. Ibbitson s'inquiète de voir tous les autres enjeux être relégués à l'arrière-plan. Il propose d'imiter les immigrants, qui arrivent au pays à raison d'un million tous les quatre ans, suffisamment pour peupler une ville de la taille de Toronto en une décennie. «Nos plaintes paroissiales à propos de notre ennuyeux passé ne les intéressent pas du tout. Ils pensent à l'avenir, et nous devrions tous faire de même.»

Stephen Maher, du *Halifax Chronicle-Herald*, avoue qu'il appuyait Clyde Wells et Pierre Elliott Trudeau dans leur opposition à l'accord du Lac-Meech. Aujourd'hui, il ne sait que penser mais dit croire, étant donné les conséquences de cet échec, qu'il aurait mieux valu adopter l'entente. Maher refuse cependant de faire porter tout le blâme aux deux hommes. Il cible davantage Brian Mulroney. «Dans de telles affaires, essayer d'échouer est bien pire que de ne rien tenter du tout.» Pour

cette raison, il juge bien dangereuse la proposition d'Ignatieff de reconnaître la nation québécoise dans la Constitution. Comme Ibbitson, il croit que les libéraux sont maintenant coincés et n'ont pas d'autre choix que d'appuyer cette motion, mais il note que chaque nouvel effort pour supposément régler la question québécoise n'a rien donné à ce jour, au contraire. «Il serait peut-être préférable que nous cessions de tenter de résoudre ce problème», conclut-il.

En vrac

On savait qu'il ne faut pas compter sur le gouvernement Harper pour lutter contre les changements climatiques. Il ne faut pas davantage se fier à lui pour stopper la pêche avec des chaluts, ces grands filets qui raclent le fond des océans, ramassant tout sur leur passage tout en perturbant l'environnement marin. Le Canada est un des rares pays opposés au moratoire que l'ONU veut imposer sur cette pêche dans les eaux internationales, nous apprennent le *Daily News*, de Halifax, et le *St. John's Telegram*. Ottawa préfère une approche «équilibrée», au grand dam de bien des pêcheurs côtiers qui ont beaucoup souffert de l'écroulement des stocks de poissons.

A ceux qui se demandent où s'en vont les conservateurs avec leur programme musclé en matière de loi et d'ordre, voici une information digne de mention, tirée d'un sondage réalisé pour le *Toronto Star* sur les enjeux de l'élection municipale à Toronto. Selon cette enquête, la criminalité et la sécurité sont considérées comme des préoccupations de premier plan par 85 % des électeurs. Elles devancent les graves problèmes de trafic et de transports en commun de la Ville-reine ainsi que ceux de gestion des déchets.

A propos de sondages, le gouvernement néo-écossais consulte, écrit le *Chronicle-Herald*. Il veut savoir s'il doit autoriser les gens à rapporter chez eux le vin qu'ils n'auraient pas bu lors d'un repas au restaurant. Le ministère de l'Environnement et du Travail soutient que cela pourrait accroître la sécurité, les gens ne se sentant pas obligés de terminer la bouteille commandée avant de prendre le volant.

mcornellier@ledevoir.ca

IDÉES

Les élections de mi-mandat aux États-Unis

Une défaite pour Bush plutôt qu'une victoire pour les démocrates

PIERRE MARTIN

Professeur de science politique et directeur

RICHARD NADEAU

Professeur de science politique et directeur de recherche (opinion publique et processus démocratique) Chaire d'études politiques et économiques américaines de l'Université de Montréal

Les Américains se rendront aux urnes mardi pour élire les membres de la Chambre des représentants et renouveler le tiers du Sénat. L'issue de ce scrutin est prévisible. Les démocrates devraient enregistrer des gains significatifs aux deux Chambres. Le président Bush devra donc composer avec un Congrès où ses adversaires seront assurément plus nombreux et possiblement majoritaires.

À moins d'un revirement inattendu, ces élections constitueront donc une dure défaite pour le Parti républicain. Leurs adversaires démocrates auraient cependant tort de pavoiser. Le vote que les Américains s'approprient à émettre semble animé bien davantage par leur volonté de sanctionner l'administration Bush que par celle d'appuyer leurs idées. La route vers la Maison-Blanche est encore longue et incertaine pour le parti de Hillary Clinton.

Un résultat prévisible

Le système électoral américain prévoit le renouvellement, tous les deux ans, de la totalité de la Chambre des représentants et d'un tiers du Sénat, où les mandats sont de six ans. Les républicains sont actuellement majoritaires dans les deux Chambres avec respectivement 230 représentants (sur 435) et 55 sénateurs (sur 100).

La composition du Congrès change assez peu d'un scrutin à l'autre car les candidats sortants jouissent d'une longueur d'avance et le découpage électoral a transformé plusieurs districts à la Chambre des représentants en véritables forteresses. Cela étant, les élections de mi-mandat offrent l'occasion aux électeurs de manifester leur mécontentement envers l'administration présidentielle. Les Américains ont généralement emprunté cette voie par le passé. Le parti du président a souvent encaissé des pertes à l'occasion de ces élections, mais les changements de majorité ont été très rares.

Les élections de 1994 constituent un exemple extrême d'une telle réaction de l'électorat. Bill Clinton, qui croyait ses assises solides au Congrès, a proposé un train de mesures qui a mobilisé l'électorat conservateur et provoqué l'élection de la première majorité républicaine à la Chambre depuis 1954. Même si les électeurs devraient exprimer leur insatisfaction de façon appuyée le 7 novembre prochain, un revirement comme celui de 1994 paraît peu probable car ces élections avaient marqué la disparition d'une espèce à l'agonie: le démocrate conservateur du Sud.

Les modèles de prédiction concluent que les démocrates feront des gains dans les deux Chambres. Certains croient qu'ils seront suffisants pour renverser la majorité républicaine à la Chambre des représentants. Par contre, comme il n'y a que 33 sièges sénatoriaux en jeu, il est plus hasardeux de prédire si les républicains perdront ou non le contrôle du Sénat.

Quoi qu'il en soit, le prochain Congrès des États-Unis sera le moins favorable auquel George W. Bush aura eu à faire face durant sa présidence.

Les causes du recul de Bush

Les résultats attendus des élections de mi-mandat s'expliquent par l'insatisfaction envers l'administra-



ARCHIVES REUTERS

Les démocrates devraient enregistrer des gains significatifs aux deux Chambres.

tion Bush. Le taux d'approbation de la performance du président américain s'est affaibli sous la barre des 40 % depuis plusieurs mois et plus des deux tiers des Américains estiment que leur pays va dans la mauvaise direction. Pourquoi en est-il ainsi?

Quatre facteurs expliquent le désenchantement des Américains. La défense des valeurs traditionnelles sert moins les républicains pendant les élections actuelles. Certains reprochent au président d'être allé trop loin dans l'expression de son conservatisme moral en s'impliquant directement dans l'affaire Terri Schiavo et en s'opposant à la recherche sur les cellules souches.

La réforme ratée du système de sécurité sociale, l'explosion des déficits budgétaires et l'accroissement des inégalités sociales reflètent pour plusieurs l'échec du conservatisme économique de l'administration Bush. Même si l'économie manifeste encore certains signes de vigueur, l'insécurité liée à la mondialisation et aux délocalisations d'emplois reste le lot de nombreux Américains.

Les carences dans la gestion de certaines crises, notamment après le passage de l'ouragan Katrina, et les scandales qui ont touché le Parti républicain, dont la récente affaire Foley, ont aussi largement contribué à alimenter la grogne des électeurs.

L'engagement des troupes américaines en Irak reste toutefois la principale source d'insatisfaction des électeurs envers leur président. Le scénario s'est souvent répété aux États-Unis. Le soutien à une intervention militaire reste significatif tant que les Américains sont convaincus de son bien-fondé et que les pertes que celle-ci entraîne ne paraissent pas prohibitives. Ces conditions étaient encore réunies lors de l'élection présidentielle de 2004. À cette occasion, les électeurs ont majoritairement souscrit à la thèse de George W.

Bush selon laquelle l'intervention en Irak était un passage obligé dans la lutte contre le terrorisme.

Depuis, le doute s'est installé. Les raisons invoquées pour justifier l'entrée en guerre des États-Unis sont contestées. Les pertes en vies humaines qu'elle a entraînées se sont alourdies. Et plusieurs pensent maintenant que la guerre en Irak n'a pas permis d'assurer une plus grande sécurité aux Américains.

Une victoire sans lendemain pour les démocrates?

Les résultats du 7 novembre tiendront davantage à un désaveu des politiques du président Bush qu'à un soutien au Parti démocrate. En fait, il est frappant de constater que le parti qui aspire à reconquérir le Congrès et à occuper la Maison-Blanche en 2008 semble avoir été incapable, lors des élections en cours, de présenter aux Américains un programme clair et convaincant, tant sur les questions intérieures que sur les grands enjeux internationaux.

La victoire est donc loin d'être acquise pour les démocrates en 2008. L'élan que leur procureront les élections de mi-mandat sera insuffisant si leur manque d'imagination politique et de cohérence persiste au cours des deux prochaines années. De plus, si la majorité au Congrès change de main, les démocrates devront trouver un terrain d'entente avec le président en place sous peine d'être accusés de paralyser le gouvernement. Les compromis à faire pourraient s'avérer difficiles, sinon politiquement coûteux.

Les élections du 7 novembre vont vraisemblablement affaiblir le pouvoir de George W. Bush et réduire la marge de manœuvre de ceux qui aspirent à lui succéder. La lutte menant à sa succession s'annonce donc très serrée, et son issue, incertaine.

Plusieurs Américains pensent que la guerre en Irak ne leur a pas procuré une plus grande sécurité

Cinq questions aux nationalistes d'aujourd'hui

Du 6 au 10 novembre, l'événement Hubert Aquin

JACQUES BEACHEMIN

Sociologue à l'Université du Québec à Montréal

MICHEL LACOMBE

Journaliste à la radio de Radio-Canada

Le 15 mars 2007 marquera le 30^e anniversaire de la mort tragique de Hubert Aquin, le romancier auteur de *Prochain épisode* mais aussi l'essayiste. Le début des années 60 voit naître le projet de l'indépendance politique du Québec. Le RIN vient d'être fondé, le FLQ ne s'est pas encore manifesté, le Parti québécois verra le jour six ans plus tard, mais l'indépendance du Québec est encore une idée marginale. L'époque porte cependant à la discussion vigoureuse.

Pierre Elliott Trudeau n'est encore que professeur de droit à l'Université de Montréal mais il écrit régulièrement dans la revue *Cité libre*, où il vient de publier, en avril 1962, «*La nouvelle trahison des clercs*» pour dénoncer le nationalisme qui, estime-t-il alors, nous a donné tant de guerres et s'inscrit contre le progrès de l'humanité. Hubert Aquin lui répond, dès le mois de mai 1962, dans la revue *Liberté* par un texte intitulé «*La fatigue culturelle du Canada français*», dont Pierre Bourgault dira que c'est le plus beau texte qui ait jamais été écrit sur le Québec.

Pour plusieurs intellectuels québécois, Hubert Aquin est encore aujourd'hui le penseur le plus profond du nationalisme québécois, ou canadien-français, comme on disait à l'époque. «*La fatigue culturelle*» analyse les raisons de l'existence de ce nationalis-

me, en fonde la légitimité et désigne les obstacles sur lesquels bute l'émancipation politique des Québécois.

Pensée oubliée

Cela n'a pas empêché qu'on ait eu tendance à oublier la pensée d'Aquin alors même que les thèmes qu'il aborde dès le début des années 60 sont encore les nôtres aujourd'hui. La mémoire défaillante que nous conservons de ce grand penseur indépendantiste soulève plusieurs questions fondamentales.

L'avons-nous oublié parce que sa pensée n'a plus rien à nous dire? Le sentiment si vif de la domination qui la traverse aurait-il disparu? Aurions-nous réglé le problème identitaire qui est celui du colonisé et dont Aquin estimait qu'il nous paralysait? De quelle façon nous représentons-nous le Québec d'aujourd'hui en tant que collectivité alors que s'est affirmé le pluralisme identitaire? Cette diversité que nous célébrons a-t-elle pour effet de délégitimer le projet souverainiste?

La semaine du 6 au 10 novembre sera l'occasion de revenir sur l'héritage que laisse Hubert Aquin à la pensée politique québécoise. Cela prendra deux formes: des émissions de radio diffusées à la Première Chaîne et un colloque organisé conjointement par Radio-Canada, la Chaire de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie de l'Université du Québec à Montréal et *Le Devoir*. Les émissions, préparées par Michel Lacombe, seront présentées du lundi au vendredi de 19h30 à 20h. Elles seront suivies chaque soir à 20h par

des tables rondes animées par Michel Lacombe et qui se dérouleront devant public à l'UQAM.

Nouvelle fatigue?

Cinq thèmes ont été dégagés des questions à portée générale évoquées ci-dessus. Il nous faudra d'abord nous demander si le Québec d'aujourd'hui n'est pas retombé dans la «*fatigue culturelle*» dont parlait Aquin en 1962 et qui, à ses yeux, ressemblait à un genre de tentation de la mort, pour reprendre le titre de son tout premier roman.

Nous interrogerons ensuite notre capacité collective à affronter lucidement les conflits dans lesquels nous plonge la question nationale. Et puis, deux questions fondamentales qui sont au cœur du débat actuel sur l'avenir du Québec: sommes-nous bien sortis de l'ethnicisme canadien-français? De nombreux Québécois portent comme une tare ce prétendu ethnicisme qui aurait si longtemps caractérisé le nationalisme canadien-français. Est-ce dire alors qu'il faudrait avoir honte de ce passé? C'est un autre des thèmes dont nous débattrons au cours de ce colloque.

Nous nous demanderons enfin si le projet émancipateur que portait Aquin avec tant d'intensité possède encore une quelconque actualité.

Il s'agit d'une occasion unique non seulement de renouer avec la pensée d'Hubert Aquin mais aussi de retrouver l'essentiel du discours nationaliste qui se réinvente au cours des années 60.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Choinard (éducation); Josée Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées); Brian Myles (justice et faits de société), Clairandree Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Laurence Clavel, Jean-Guillaume Dumont, Philippe Papiereau (communiqué Internet) Isabelle Paré (santé), Louise-Madeleine Sorey (Culture); Pauline Gravel (sciences); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Martin Duclos, Michèle Malenfant et Christine Dumont (correcteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (théâtre et cinéma Culture); Julie Carpentier (dessins), Paul Bennett (papiers celtiques spéciaux et culturels du week-end), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Roy (graphiste), Eric Desrosiers, Claude Turcotte, François Desjardins; à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (jeu de rôle international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Trullier (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzette et Nadia Sebati, Mélanie Simard (journalistes); Laurence Thériault (directrice adjointe); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Annie, Benoîte, Jean de Billy, Jean-François Bouché, Martine Clé, Dave Cameron, Christiane Legault, Antoinette Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Martine Vignolle, Isabelle Saucier, Alex Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Desrosiers (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Annie Gaudreault (secrétaire à la rédaction); Marie-Pier Trappier, Alexandre Shilka (communiqué); La documentation: Colleen Paré (directrice); Nathalie Zernatis, Olivier Zima, INFORMATIQUE Yanick Maréchal (responsable); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Alexandre Gaudreault (coordonnateur à la promotion et à la sollicitation), Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Mason Blanchette, Nathalie Filion, Rachelle Leclerc; L'ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointes administratives), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.



Denise Bombardier

La nation québécoise

Il y a quelque chose de profondément déprimant, au sens littéral du terme, autour de ce débat sur l'existence ou non de la nation québécoise. Qu'on me permette un aveu: le fait de n'avoir personnellement jamais été prénommée par mon père, personnage extravagant dont j'ai tiré parti en devenant romancière (une thérapie en vaut bien une autre), me rend le débat plus insupportable encore. C'est peu dire que les refus de nommer me hantent.

Ne pas reconnaître que le Québec forme une nation au prétexte qu'on rejette la souveraineté est une position idéologique aveuglée et, disons-le, méprisante. Les mots ne sont jamais innocents. Le non-nom, de même que le nom qu'on vous attribue, n'est pas étranger à l'affirmation identitaire. Refuser de nommer l'autre, c'est en quelque sorte nier son existence. Bien sûr, le débat sur la nation québécoise est le talon d'Achille du Canada. Pour certains, cette reconnaissance nationale serait le cheval de Troie de l'indépendance. C'est d'ailleurs ce que croit, à l'instar de plusieurs de ses adversaires, Bernard Landry. Pour Michael Ignatieff, par contre, cette reconnaissance ne mène pas obligatoirement à l'indépendance puisque les nations ne sont pas toutes devenues des pays indépendants. Qu'on pense aux Écossais, aux Gallois, aux Catalans. Cet engagement à reconnaître le Québec en tant que nation de la part du candidat-vedette à la direction du Parti libéral du Canada est une bombe à retardement, un pétard mouillé ou une tentative d'élever enfin le débat au niveau où il devrait se situer, celui du respect et de l'ouverture d'esprit.

Le Canada, pays par ailleurs exemplaire aux yeux du reste du monde, demeure un lieu paradoxal où les méandres de la politique sont incompréhensibles aux observateurs extérieurs. Il faut chercher longtemps pour trouver un autre pays qui fonctionne alors que sa composante la plus distincte, en l'occurrence le Québec, qui regroupe un de ses peuples fondateurs, n'est pas incluse comme telle dans sa constitution, alors que la participation de cette dernière n'a pas été nécessaire pour rapatrier et ensuite réformer ladite constitution. Il faut chercher longtemps un pays au Parlement duquel siègent les élus d'un parti sécessionniste qui prône l'éclatement de ce même pays. Enfin, il faut chercher longtemps un pays où les armes de la guerre sont des mots tour à tour interdits, déformés, enflés, évadés ou tabous. Et dans ce triste épisode où l'insulte se confond parfois à l'opposition des idées, les intellectuels cèdent à l'aveuglement. M. le professeur Stéphane Dion est trop instruit pour venir prétendre devant le peuple (existe-t-il d'ailleurs selon ses catégories?) que la dispute autour du mot «*nation*» est affaire de sémantique.

Le «sésame»

Sans être dupe de l'engouement de libéraux de mouvance Trudeau-Chrétien reconvertis Ignatieff pour la nation québécoise qui provoquait leurs haussements d'épaules par le passé et qui aujourd'hui leur ouvrirait, croient-ils, tel le «sésame», le cœur des électeurs québécois déserteurs, on peut reconnaître une vraie conviction chez le candidat à la direction. Michael Ignatieff, cet intellectuel lettré, aristocratique et séducteur, est le Trudeau du PLC en ce début du XXI^e siècle. Mais c'est un Trudeau sans le «*just watch me!*», un Trudeau sans le poids historique et culturel du Canadien français «né pour un p'tit pain», qui y a échappé et qui se sent non pas coupable mais agacé par ce destin de perdants. La négation de la nation québécoise n'est pas un fantasme ni une obsession pour Ignatieff.

Ces jours-ci, il faut éviter de lire les lettres à l'éditeur dans les journaux de langue anglaise du reste du Canada. Des Ukrainiens de l'Ouest se déclarent une nation, des Pakistanais de Saskatoon exigent une forme de reconnaissance ethnique, bref, le délire balaise les plaines, traverse les Rocheuses et rebondit tel un boomerang en Ontario. Ces réactions, prévisibles, indiquent que le Canada anglais tolérera difficilement de se faire replonger dans les psychodrames de référendums ou même de Meech. Michael Ignatieff s'apprête à leur administrer un électrochoc avec la reconnaissance du Québec en tant que nation, une évidence si criarde qu'elle rend la polémique quasi humiliante (encore une fois, diront plusieurs) pour les Québécois. Si Ignatieff sort gagnant de cette course à la chefferie, le premier ministre Stephen Harper devra user de séduction constitutionnelle pour gagner le cœur des Québécois et, du même coup, conserver le pouvoir.

L'évidence ne s'impose jamais. Aux yeux d'une très grande majorité de Canadiens anglais, le Québec ne constitue pas une nation. Normal, penseront certains. Le drame est qu'au sein même de la société québécoise, des Québécois refusent de se définir comme une nation. Lorsqu'on n'arrive même pas à s'entendre sur le «*qui sommes-nous?*», comment définir le «*où sommes-nous?*»? Qu'est-ce que le Québec? Ni un pays, ni une nation, ni un peuple, ni un rêve? Au secours!

denbombardier@vidéotron.ca

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

PHILOSOPHIE

LE DEVOIR DE PHILO

Ce que Herder pourrait rappeler à Boisclair

Les droits de la personne ne constituent pas plus un programme politique qu'ils suffiront jamais à fonder ou à préserver un État

La philosophie nous permet de mieux comprendre le monde actuel: tel est un des arguments les plus souvent évoqués par les professeurs de philosophie pour justifier l'enseignement de leur matière au collégial. *Le Devoir* a lancé le défi à plusieurs auteurs de décrypter une question d'actualité à partir des thèses d'un grand philosophe. Toutes les deux semaines, nous publions leur «devoir de philo».

MATHIEU BOCK-CÔTÉ

Candidat à la maîtrise en sociologie à l'UQAM

Du nationalisme «exclusif» au nationalisme «inclusif»: pour les porte-parole du souverainisme officiel, c'est ce basculement d'un modèle à l'autre qui serait la grande réussite des dernières années québécoises. Un demi-siècle après sa Révolution tranquille, le Québec, enfin désendetté de son passé canadien-français, aurait terminé sa sortie de la grande noirceur en se déprenant d'un «nationalisme ethnique» dont on traquera désormais les dernières manifestations. L'arrivée d'André Boisclair à la direction du PQ aura parachevé ce passage au nationalisme sans mémoire, désinvesti de l'idéal d'une continuité québécoise. C'est que la chose est connue: le chef péquiste se réclame d'un «nationalisme civique» sans failles, décontaminé d'une culture majoritaire «enfermant» la communauté nationale sur elle-même en l'investissant d'une histoire particulière. Ce postnationalisme se présente dans la philosophie contemporaine sous la forme d'un patriotisme constitutionnel héritant de la modernité première, avec sa critique intransigente des appartenances données.

Herder, philosophe des identités nationales

Il n'en demeure pas moins qu'ils furent nombreux à critiquer très rapidement dans l'histoire occidentale cet idéal de la table rase. André Boisclair n'aurait peut-être pas tort de s'ouvrir aux préoccupations qui se formulaient à ce moment dans la philosophie moderne, ce qui pourrait le mener à nuancer son nationalisme civique. Car c'est d'une ancienne querelle qu'il s'agit, vieille de plus de deux siècles, sur la place des communautés historiques dans la modernité. Alors que l'esprit des Lumières poussait la philosophie européenne à cultiver l'idéal d'une société définitivement déprise de ses accidents historiques, Johann Gottfried von Herder (1744-1803) fut parmi les premiers à discerner les dangers d'une philosophie refusant d'assumer les médiations historiques nécessaires à la participation des communautés humaines à l'universel. Dans deux œuvres appelées à laisser un pli durable dans la conscience occidentale (*Une autre philosophie de l'histoire* et *Idées sur la philosophie de l'histoire de l'humanité*), le philosophe allemand élevait l'existence nationale des peuples à la raison philosophique en annonçant le nécessaire approfondissement de leur génie distinctif et dévoilait une dimension de l'existence humaine qu'il sera de plus en plus nécessaire de thématiser politiquement. Herder, parmi les premiers, a su conceptualiser la pesante immatérielle de la culture au centre de toute existence collective. Certes, sa conception de l'identité collective a souvent été présentée comme étant annonciatrice d'un nationalisme de cloison, où la différence serait réifiée dans une essence: le *volksgeist* (génie national) serait d'abord un mauvais rêve germanique. Certains le disent même initiateur du relativisme culturel: c'est pourtant faire fi d'un universalisme qu'il ne renia jamais, sans pour autant le traduire en politique à courte vue, prudence que n'ont pas toujours les philosophes passionnés par leurs propres constructions conjecturales. Comme quoi les identités collectives ne se posent pas nécessairement en négation d'une prétention plus large à l'universalité humaine mais en appellent plutôt à situer cette dernière dans ce que la philosophie politique apprendra à représenter comme un monde commun.

Herder proposera une première cartographie du politique en prenant la pluralité humaine comme boussole, ce qui ne sera pas sans conséquences au moment du surgissement de l'idéal démocratique. C'est ce dont témoigne une certaine postérité qui, sans nécessairement se réclamer directement de lui, travaillera désormais le problème politique à partir de son questionnement. Car Herder rendra

pensable une réponse au problème central de la délimitation du peuple démocratique. La question apparaîtra spontanément: de quel peuple la démocratie nous parle-telle? Qui coupe la tête du roi et s'empare de sa couronne? Qui est ce *demos* appelé à se déployer? Ce n'est plus à la seule logique qu'on fera appel pour répondre à cette question mais aux réalités historiques. Car le contractualisme est incapable de résoudre dans ses propres termes la question de l'identité des contractants et ne peut poser la question, dans sa logique interne, de la clôture politique. Il n'a jamais su transformer par lui-même une citoyenneté en nationalité, un passeport en allégeance, une feuille d'impôts en disposition au sacrifice. La démocratie doit trouver hors d'elle-même le lieu où s'incarner et la matière dans laquelle elle s'exprimera, ce que Paul Thibaud appelle «la non-autosuffisance de la démocratie». Les hommes doivent se croire membres d'un même peuple en plus de se savoir citoyens d'un État. L'amour sacré de la patrie ne trouve pas une matière suffisante dans un patriotisme constitutionnel strictement universaliste, non plus qu'en une simple communion aux idéaux démocratiques. Disons-le d'une équation nous conduisant directement à notre philosophie: pour se concrétiser, Sieyès a besoin de Herder. L'un trouve dans l'autre la matière où effectuer ses principes. Les deux mis ensemble donnent l'État-nation moderne, qui se définira toujours par une tension créative entre le communautarisme à partir duquel il s'instituera et la citoyenneté par laquelle il s'universalisera, le référentiel symbolique d'une collectivité ne correspondant jamais pleinement à son institutionnalisation politique, ce qui ouvrira d'ailleurs un espace nécessaire à l'évolution des identités collectives et à leurs transformations au fil des circonstances historiques.

C'est à partir des cultures populaires qu'apparaîtront les grandes personnalités historiques que seront les nations modernes, comme le reconnaissait d'ailleurs Herder, qui plaide pour une articulation des consciences collectives à partir des folklores nationaux. Pour Herder, la nation émergera à partir du peuple et s'élèvera des profondeurs collectives, ce qui n'est pas sans nous rappeler Michelet, qui soutenait qu'en «nationalité, c'est comme en géologie: la chaleur est en bas, plus on descend dans les couches de la société, plus elle brûle». La conscience nationale émergera d'un *ethos* qui lui sera propre et se cristallisera dans certaines formes de plus en plus durables. Herder posera ainsi les premiers jalons d'une anthropologie refusant le réflexe constructiviste qui présente les communautés humaines comme autant d'artifices sociaux offerts à l'expertise des ingénieurs identitaires. Ce qui ne signifie pas que les nations soient éternelles, mais elles ne sont pas non plus de purs arrangements temporaires comme l'ont soutenu les nationalistes civiques qui pensaient pouvoir accoucher d'un nouveau peuple par simple décret doctrinal. Comme le soulignait récemment Pierre Manent, qui ne doit pourtant pas sa philosophie à notre auteur, «sur le curseur historique, un poète incarne en chaque pays le moment politique où la nation a pris conscience d'elle-même en trouvant sa forme pour ainsi dire définitive». Ce propos n'aurait certainement pas été désavoué par le philosophe allemand, dont les préoccupations furent d'ailleurs reprises par un Ernest Renan qui, au lendemain d'une défaite dure pour la France, loin de plaider comme on le dit souvent pour une définition strictement élective de la communauté nationale, la présentait aussi comme un principe spirituel traversant le temps et prenant l'allure d'un destin national à poursuivre. C'est aussi pour cela qu'à partir de la culture populaire, les historiens de chaque collectivité nationale trouveront les éléments nécessaires à la poétisation d'une existence collective sacralisée par le dévoilement d'une existence tragique avec ses héros et ses bardes, communiquant ensemble aux valeurs sacrées d'un destin à réanimer, à préserver, à poursuivre. Nul besoin d'adhérer en



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Ce n'est finalement pas du nationalisme ethnique que sont sortis les souverainistes après 1995 mais du nationalisme tout simplement, écrit Mathieu Bock-Côté.

bloc à la philosophie de Herder pour accepter finalement la grande préoccupation qu'il aura investie dans la philosophie occidentale: celle des humanités passagères.

Le Québec comme un petit Canada

Ceci nous ramène au chef du PQ et à ce qu'il devrait retenir de notre auteur allemand. Que pourrait apprendre André Boisclair en s'ouvrant au moins partiellement à Herder? D'abord et avant tout ce qui distingue une société d'une autre ne se trouvera jamais dans son seul encadrement juridique. Les droits de la personne ne constituent pas plus un programme politique qu'ils suffiront jamais à fonder ou à préserver un État. En France, ce n'était pas la seule défense de la République et des principes de 1789 qui motiva les résistants de 1940 mais le désir de préserver un honneur national bafoué et de restaurer une indépendance politique abolie par une oc-

cupation étrangère. Pareillement, ce n'est pas le désir d'approfondir les valeurs progressistes de leurs élites trop modernes qui poussera les Québécois à reprendre la lutte nationaliste mais le désir historique d'avoir enfin un pays à eux. Mais à désinvestir la démocratie québécoise de la conscience historique qui s'y déploie et des raisons communes qu'elle abrite, n'est-ce pas d'abord la question nationale qu'on décomprime jusqu'à l'insignifiance? Les circonstances politiques semblent confirmer cette hypothèse. Certains pensent désormais substituer à la conscience historique francophone une citoyenneté l'estée de droits sociaux, qu'on dit fondateurs d'une société nouvelle, pluraliste, couronnée par certaines valeurs progressistes qu'on renommerait québécoises. C'est ne pas voir, pourtant, qu'elles sont à peine un décalque au crayon bleu des valeurs canadiennes, contenues dans une charte fédérale désormais centrale à

l'identité canadienne post-1982 qui incarne une forme de contractualisme postmoderne réactualisant les prémisses les plus radicales d'une philosophie politique hostile aux différences historiques. C'est ainsi que Pierre Pettigrew rappelait le 20 mai 2005 que «les valeurs pluralistes libérales ont tellement progressé au cours des 25 dernières années que péquistes et bloquistes proposent désormais de faire du Québec un petit Canada». Aucun pays ne ressemble davantage au Québec dont rêvent les représentants du souverainisme progressiste que le Canada contemporain. Pourquoi alors en sortir? À ces questions, les souverainistes ne savent plus quoi répondre et n'en finissent plus d'aligner de mauvaises raisons. Certains se sont demandé pourquoi, au moment de son entrée à l'Assemblée nationale, André Boisclair plaçait au premier rang des raisons de sortir du Canada la crise des listes d'attente dans le domaine de la santé. Quelques semaines plus tard, il soutenait que le reniement du protocole de Kyoto par le gouvernement fédéral était en soi une bonne raison d'en finir avec le Canada. Derrière ces réponses se manifeste le même déni du national qui caractérise un souverainisme multipliant les formulations alambiquées pour ne pas s'alimenter de la conscience historique qui se canalise spontanément à travers lui. On ne se surprendra pas ensuite de la perte d'intérêt pour un projet qui a délibérément sacrifié tout ce qui l'avait historiquement légitimé. À désinvestir leur idéal de la tradition qui lui avait donné naissance, les souverainistes l'ont finalement discrédité dans l'insignifiance.

Il n'est aucunement possible de fonder en raison la lutte nationaliste sans interpellier en priorité l'expérience historique de la majorité

francophone du Québec. Car ce n'est finalement pas du nationalisme ethnique que sont sortis les souverainistes après 1995 mais du nationalisme tout simplement. Ce qu'apprendrait André Boisclair s'il méditait un tant soit peu le questionnement de Herder, c'est qu'une citoyenneté ne sera jamais plus si elle ne consacre pas une appartenance préalable portée par le désir de durer. On ne construira jamais une société en refoulant dans ses marges l'identité qui la fait vivre. Comme l'écrivait le général de Gaulle, «ce qu'il y a, en moi, d'affectif imagine naturellement la France, telle la princesse des contes ou la madone aux fresques des murs, comme vouée à une destinée éminente et exceptionnelle». Pour l'homme du 18 juin, la France était une patrie vivante, une créature animée, digne d'être aimée, ce que disait aussi Herder à propos des patries charnelles. Une page d'une semblable tonalité pourrait-elle être appréciée par les dirigeants actuels des partis souverainistes? Ou ne s'en moqueraient-ils pas en y voyant une forme dépassée de patriotisme sentimental? Si tel était le cas, on serait en droit de douter de leur capacité à porter les aspirations de notre peuple à la pleine existence nationale. Car la réconciliation avec les prescriptions premières d'une politique se réinscrivant dans la conscience historique québécoise est une nécessité stratégique et vitale pour la cause nationale. Sans quoi le Québec pourrait bien avorter de lui-même avant même une prochaine défaite référendaire.

Faites parvenir vos suggestions et commentaires à Antoine Robitaille et à Louis Samson à arobitaille@ledevoir.com.

Il paraît que du
Douanier dans une salade,
c'est sublime!



Salade mesclun au Douanier

Portions : 4

Temps de préparation : 10 minutes

Temps de cuisson : aucun

Ingrédients :

2 c. à soupe (30 ml) de moutarde de Dijon

1 c. à soupe (15 ml) de sirop d'érable

2 c. à soupe (30 ml) de vinaigre de framboises

1 c. à soupe (15 ml) de ciboulette hachée

1/2 tasse (125 ml) de framboises fraîches

1/4 de tasse (60 ml) d'huile d'olive

4 tasses (1 l) de salade mesclun

1/2 tasse (125 ml) de pacanes hachées

8 tranches de fromage Douanier en lamelles

Sel et poivre frais moulu

Préparation :

Dans un bol, fouetter la moutarde, le vinaigre de framboises, l'huile d'olive, le sirop d'érable et la ciboulette. Assaisonner de sel et de poivre frais moulu.

Mélanger la vinaigrette à la salade.

Garnir de framboises fraîches, de pacanes et de fromage Douanier en lamelles.



larumeurcourt.ca

fromages
d'ici